



Un partage d'objectif et de valeurs

La Suisse est un partenaire européen fiable. En tant que membre engagé du Conseil de l'Europe, de l'OSCE et de l'OCDE, la Suisse œuvre en faveur de la démocratie, de l'état de droit, des droits de l'homme, de la stabilité et de la prospérité en Europe et dans le monde.

La Suisse entretient avec l'UE et ses Etats membres des liens riches et étroits. L'UE a conclu plus d'accords avec la Suisse (plus de 100) qu'avec tout autre Etat tiers. Ils couvrent un très large éventail de domaines, par exemple : marché intérieur (libre-échange, libre circulation des personnes), sécurité intérieure et asile (Schengen/Dublin), transports (transport terrestre et transport aérien), coopération fiscale, recherche, environnement, statistique, etc.

La Suisse entretient une **coopération au développement** de longue date avec les pays d'Europe de l'Est et des Balkans, à l'extérieur de l'UE (CHF 2,9 Mia. pour les Etats des Balkans occidentaux depuis 1995). En outre, elle a réalisé, au moyen d'une **contribution à la cohésion** de 1.3 milliard d'euros, de nombreux projets visant à réduire les disparités sociales et économiques dans les 13 Etats membres qui ont adhéré à l'UE depuis 2004. La Suisse a l'intention de poursuivre son engagement avec une deuxième contribution suisse du même montant en mettant l'accent sur la formation professionnelle et la migration. Le Conseil fédéral s'engagera au Parlement pour débloquer rapidement les crédits actuellement soumis à condition.

Face aux défis de la **migration**, la Suisse se montre solidaire avec ses partenaires européens. Dans le cadre des discussions sur la réforme de Dublin, elle s'engage pour une répartition équitable des charges entre les Etats et donc pour une politique migratoire européenne globale et durable. Lors de la crise migratoire de 2015 et 2016, la Suisse a participé volontairement aux mécanismes de relocalisation et de réinstallation mis en place par l'UE. Elle fournit également une assistance bilatérale, par exemple en soutenant la Grèce avec des projets, de l'aide humanitaire, l'envoi de spécialistes et l'accueil de demandeurs d'asile mineurs non accompagnés. De plus, la Suisse soutient le Bureau européen d'appui en matière d'asile (BEAA) en personnel et financièrement et a fourni de façon volontaire une contribution de CHF 5 millions au bénéfice du *EU Emergency Trust Fund for Africa*.

La Suisse contribue à la **promotion de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Europe**, par exemple en participant régulièrement aux Missions d'observation électorale de l'UE et de l'OSCE. Elle soutient les missions de promotion de la paix de l'UE au Kosovo (EULEX) et dans la région du Sahel (EUCAP Mali) avec des experts civils et plus de 20 militaires en Bosnie-Herzégovine (EUFOR Althea). Elle prévoit également une participation à la Mission civile de l'UE en Iraq (EUAM Iraq). De plus, environ 200 membres de l'armée suisse sont déployés au sein de la KFOR OTAN au Kosovo ainsi que cinq civils à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine.

La Suisse fournit ses **bons offices** entre des parties en conflit, que ce soit dans le cadre de mandats de médiation (p. ex. dialogue Belgrade-Pristina), en tant qu'Etat hôte de négociations (p. ex. Iran/JCPOA, pourparlers sur Chypre), par le soutien de processus de paix en cours (p. ex. le processus de Berlin concernant la Libye) ou – sur la base de mandat de puissance protectrice – par la représentation d'intérêts d'Etats qui n'ont pas de relations diplomatiques (p.ex. Géorgie/Russie).

De façon générale, **la Suisse coordonne sa politique étrangère avec celle de l'UE**. Elle soutient en principe la politique de sanctions de l'UE et travaille avec l'UE et ses Etats membres au niveau international notamment dans les domaines de la sécurité, de la coopération au développement, de la politique humanitaire ainsi que de la politique des droits de l'homme et de paix.

Des relations étroites et intenses

La Suisse compte parmi **les principaux partenaires économiques** de l'UE¹ :

- **Commerce de marchandises** : en 2020, la Suisse était le **4^{ème} partenaire** de l'UE derrière la Chine, les Etats-Unis et le Royaume-Uni avec une part d'env. 7% du commerce extérieur de l'UE. La valeur totale de leur commerce de marchandises s'élève à env. un milliard d'euros par jour ouvrable.² En 2020, l'UE a profité d'un excédent commercial d'env. 34 milliards d'euros.
- **Commerce des services** : en 2020, la Suisse était le **3^{ème} partenaire** de l'UE derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni avec une part de 9.5 % du commerce des services de l'UE et une valeur totale des services échangés s'élevant à 160 milliards d'euros.
- **Investissements** : en 2019, la Suisse était le **3^{ème} investisseur** dans l'UE-27 derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni, en 2019, avec des stocks d'investissements directs qui se sont élevés à 735 milliards d'euros (plus de 10% des stocks totaux d'investissements directs hors UE). En même temps, la Suisse est la 3^{ème} destination des investissements étrangers européens dont la valeur dépasse 969 milliards d'euros.

Les **marchés du travail** suisse et européen sont étroitement liés : près de 1,4 million de citoyens et citoyennes de l'UE/AELE sont domiciliés en Suisse, ce qui représente env. 17% d'une population totale d'un peu moins de 8,5 millions d'habitants et environ 7.2% de tous les citoyens et citoyennes de l'UE/AELE qui ont émigré dans un autre Etat au sein de l'espace UE/AELE. À ceci s'ajoutent quelques 344'000 travailleurs et travailleuses frontaliers et 200'000 personnes de l'espace UE/AELE soumises à la procédure d'annonce. A l'inverse, environ un demi-million de citoyens et citoyennes suisses sont établis, respectivement travaillent dans un Etat de l'UE, ce qui représente 56% des Suisses et Suissesses à l'étranger.

Avec la construction des **nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes (NLFA)** pour une valeur d'environ 23 milliards d'euros, la Suisse met à disposition de nouvelles capacités de transport pour assurer le bon fonctionnement des échanges commerciaux dans le marché intérieur européen. Un élément important de ce corridor alpin est le tunnel de base du Saint-Gothard, le plus long tunnel ferroviaire du monde. La mise en service du tunnel de base du Ceneri en décembre 2020, a marqué l'achèvement de la NLFA. De plus, la Suisse va contribuer 148 millions de francs d'ici 2028 à l'extension de l'axe Lötschberg-Simplon du côté italien.

La Suisse et l'UE sont également liées par une longue et fructueuse coopération dans le domaine de la **recherche et de l'innovation**. Le Conseil fédéral vise une pleine association à la prochaine génération de programmes européens dans le domaine de la recherche et de l'innovation et ainsi à l'ensemble du paquet Horizon (Horizon Europe, Euratom, ITER, DEP). En outre, 40% du personnel académique au sein des universités suisses sont des citoyens et des citoyennes de l'UE.³

Dans le cadre de son association à **Schengen/Dublin**, la Suisse s'engage pour des solutions européennes communes dans les domaines de la sécurité et de la migration ainsi que pour une politique d'asile crédible au niveau européen. Elle participe activement aux instruments de lutte contre le terrorisme et la criminalité ainsi qu'aux mesures concertées pour la protection des frontières extérieures de Schengen et à l'amélioration du retour.

Un partenariat étroit fait ses preuves dans la crise du Covid

La coopération étroite avec l'UE et les Etats membres ainsi que **l'implication rapide de la Suisse dans les dispositifs de gestion de crise de l'UE** se sont révélés être des facteurs importants dans la gestion de la crise. L'importance des accords bilatéraux s'est confirmée pour les deux côtés (entre autre pour les soins et la sécurité des patients).

¹ Source : Eurostat, 01.06.2021

² Pour les statistiques CH : total du cycle économique, c'est-à-dire excluant l'or et les autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités, car leur commerce peut fluctuer significativement d'une année à l'autre.

³ Enquête de l'OFS auprès du personnel universitaire pour l'année 2019

Dans ce contexte, la Suisse est prête à continuer à apporter sa contribution pour une gestion de crise commune réussie. Des exemples de soutien que la Suisse a amené à la gestion de la crise sont des vols de rapatriement, l'accueil de patients, la livraison d'équipement médical par exemple en Italie et un soutien à la Grèce au moyen d'une aide humanitaire aux migrants et aux réfugiés.

Poursuite de la voie bilatérale

Le 26 mai 2021, suite à une évaluation générale, le Conseil fédéral a décidé de ne pas signer l'accord institutionnel avec l'UE, qui aurait prévu d'établir des mécanismes institutionnels dans le domaine des accords bilatéraux d'accès au marché (reprise dynamique du droit, interprétation uniforme du droit, surveillance de l'application des accords, règlement des différends). Malgré des négociations intensives entre la Suisse et l'UE, il n'a pas été possible de parvenir à un rapprochement suffisant. Des **divergences** substantielles demeurent, avant tout dans le domaine politiquement sensible de la libre circulation des personnes, notamment en ce qui concerne la protection des salaires et la directive relative au droit des citoyens de l'Union. Des solutions satisfaisantes sur ces points en particulier étaient indispensables pour obtenir un soutien politique suffisant en Suisse. La conclusion d'un accord qui serait ensuite rejeté par le Parlement ou lors d'un très probable référendum aurait pesé à long terme sur les relations Suisse-UE, ce qui ne serait pas dans notre intérêt mutuel. C'est pourquoi le Conseil fédéral a décidé de mettre un terme aux négociations.

Même sans accord institutionnel, la Suisse reste pour l'UE un **partenaire fiable et engagé**. Le Conseil fédéral souhaite poursuivre ce partenariat fonctionnel et mutuellement avantageux avec l'UE. Les accords existants doivent être pleinement appliqués et actualisés en cas d'évolution du droit européen. En outre, la Suisse ne devrait pas être traitée de façon moins favorable que d'autres Etats tiers en ce qui concerne la participation aux programmes de l'UE ainsi que les décisions d'équivalence.

L'ouverture d'un **dialogue politique** permettrait de passer en revue notre large éventail thématique de coopération bilatérale par rapport aux possibles problèmes de mise en œuvre, mais aussi à son potentiel de développement. Ce cadre permettrait également de résoudre des problèmes concrets et d'assurer le fonctionnement harmonieux des accords bilatéraux.

En particulier, la coopération dans les **domaines de la santé et de l'électricité** doit être poursuivie et développée. Cela permettra de protéger le besoin partagé d'assurer la sécurité d'approvisionnement ainsi que la stabilité du réseau dans le cadre libéralisé européen. En outre, la participation de la Suisse aux systèmes d'alerte de l'UE dans le domaine de la santé ainsi qu'au Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) – des instruments de coopération européenne qui ont fait leurs preuves lors de la crise du COVID-19 – serait dans l'intérêt des deux parties.